

SANS DICTATURE DU PROLETARIAT PAS DE SOCIALISME !

VOIR P. 6

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MERCREDI

21

JANVIER

1976

N° 89

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

juste avant d'être arrêté

CARVALHO DÉCLARE :

«LA PRESSION DE LA DROITE SE FAIT
SENTIR TRES FORTEMENT»

Le 19 janvier, dans la soirée, Otelo de Carvalho était arrêté et transféré à la prison de Santarem, à 80 km de Lisbonne.

Commandant de l'armée portugaise à l'époque du fascisme, Otelo de Carvalho est l'organisateur militaire du coup d'Etat du 25 avril 1974, qui renverse le régime de Caetano. Par la suite, nommé commandant du Copcon (commandement opérationnel du continent), Carvalho contribue par ses prises de positions à faire pencher les forces dépendant de cet organisme vers la gauche. Dès le 28 septembre, les forces du Copcon interviennent aux côtés des masses populaires descendues dans la rue en vue de faire face à une première tentative de coup de force de droite.

Projeté au premier plan de la scène politique, Otelo, comme on l'appelle à Lisbonne, gagne une grande popularité par ses prises de position facilement spectaculaires ; c'est lui, entre autres, qui parlera un jour de «mettre tous les fascistes à Campo Pequeno» (arènes de Lisbonne), pour se rétracter peu de temps après. Critique à l'égard du P«C»P, il ne se démarquait cependant pas nettement de lui. Otelo de Carvalho est le symbole même des aspirations et

des velléités de ces officiers «de gauche» qui ont tenu le haut du pavé des mois durant à Lisbonne.

C'est encore autour de la personnalité du commandant du Copcon que se nouera la crise dans les jours précédant le coup de force réactionnaire du 25 novembre ; tandis que la droite du «conseil de la révolution» cherche à l'éliminer du commandement de la région militaire de Lisbonne, les régiments progressistes s'opposent à son éviction. Un rapport, douteux sur bien des points, qui vient d'être publié par les vainqueurs de ces journées, accuse l'homme qui vient d'être emprisonné aujourd'hui d'avoir joué un rôle important dans une tentative de coup de force de gauche.

Son emprisonnement vise aujourd'hui à faire savoir au peuple, à l'heure où les mesures anti-populaires se multiplient, où les prix montent tandis que les salaires sont bloqués, où le pouvoir n'a que l'autorité à la bouche, que le passé est mort, et bien mort. Mais, d'emprisonner un symbole, aussi encombrant et sympathique soit-il, n'empêchera pas que la politique même suivie par la bourgeoisie au pouvoir porte en elle les germes des tempêtes révolutionnaires à venir.

INTERVIEW DE OTELO CARVALHO, AVANT SON ARRESTATION HIER SOIR

Savez-vous les motifs de votre détention ?

Je ne sais pas ni de quoi on m'accuse ni qui sont les camarades détenus. Il est clair qu'il est toujours facile de découvrir des attitudes, des actions et des mots susceptibles de m'in-

criminer parce qu'ainsi, on peut accuser non un homme, non un major mais une partie intégrante d'un projet qu'ils ne veulent pas laisser vivre : le socialisme de base, cible à atteindre pour les masses populaires du Portugal.

(suite p. 8)

liban dans le quartier de la quarantaine, les phalangistes massacrent



Le quartier de la Quarantaine livré aux forces réactionnaires.

apres l' affaire de marmande, des jeunes temoignent

VOIR P. 4

SOMMAIRE

- p. 2 : la vie du journal
- p. 3 : Enfants : que faire le mercredi ?
- p. 5 : Lutttes ouvrières : LIP, Sotracomet...
- p. 7 : Djibouti : expulsion de dizaines de patriotes.



dans notre courrier

Un groupe d'ouvriers de la section CFDT

Un groupe d'ouvriers de la section C.F.D.T. d'AREACEM à Tourouvre dans l'Orne nous écrivent pour nous dire les questions qu'ils se posent au sujet d'un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière : « Dans le cas d'un mai 68 ouvrier où ce ne serait pas une lutte sans solutions. Le mouvement ne s'arrêterait pas comme cela, mais il faudrait faire gaffe car pour lancer un mouvement dur, il faudrait savoir à quoi il va aboutir, est-ce qu'on serait capable de mettre un autre régime à la place ? »

Votre lettre est pour nous très encourageante ; elle nous engage à poursuivre d'une manière conséquente notre effort pour que le Quotidien du Peuple, à partir du débat politique qui existe dans les masses, soit capable de forger un point de vue juste. Vos réflexions sur le mouvement d'ensemble viendront enrichir le débat que nous avons engagé dans le journal et qu'il nous faut reprendre sur la nécessité d'une riposte d'ensemble des travailleurs et aussi, comme vous le dites : « pour aboutir à quoi ? ».

Que faire aujourd'hui « Pour que les gens prennent conscience il faut partir de la coordination des luttes entre entreprises, et je crois que l'on va vers une coordination très élargie. Les luttes ouvrières partent du lieu de travail. On a pratiquement pris contact avec toutes les boîtes qui fabriquent des disques. On parle des problèmes ouvriers qui sont les mêmes partout. On doit travailler avec la CGT, bien que cela ne soit pas facile... »

C'est dans ce sens que nous vous demandons de continuer à nous informer sur les idées que vous avez et que les autres travailleurs que vous connaissez ont sur les questions essentielles de l'actualité ; ainsi aujourd'hui : la répression à laquelle recourt la bourgeoisie. Comment témoigne-t-elle d'un renforcement de l'appareil répressif face au développement des luttes de la classe ouvrière ? Quelles questions nouvelles fait-elle se poser aux travailleurs ? Est-ce qu'engager une bataille pour la défense des libertés démocratiques, pour la libération des soldats et syndicalistes c'est tomber dans le piège de la « diversion » dont parle le P«C»F ? Ou bien au contraire une nécessité pour lever l'obstacle de la répression auquel se heurtent de plus en plus les travailleurs en lutte ? Quelles discussions avez-vous eues dans votre section syndicale sur cette question ? etc...

D'autre part, nous serons toujours intéressés par toutes les informations que vous pourrez nous donner pour faire passer dans le Quotidien, sur votre boîte, et tout ce qui peut se passer aux environs. Les camarades d'UNELEC et de la SNCF d'Orléans se proposent de nous envoyer chaque semaine sous le titre « on en parle dans les usines » un petit article résumant les sujets d'actualité sur lesquels il y a eu le plus de discussions dans les boîtes. C'est une excellente initiative qui, reprise par de nombreux ouvriers et groupes d'ouvriers dans les usines aidera les journalistes à faire un journal capable de répondre de plus en plus aux questions que vous vous posez. Qu'en pensez-vous ?

pour que les lecteurs aient envie d'écrire au journal

Tout le monde est d'accord pour dire qu'un petit encart « devenez correspondant » ne suffit pas. Une lectrice dit qu'il ne faut pas hésiter à poser politiquement le problème du journal, ses limites actuelles, et ce que nous voulons en faire. Une autre ajoute que ce n'est pas spontanément que les masses écrivent étant donné les idées bourgeoises inculquées dès l'école (division intellectuels/manuels), « les ouvriers ne savent pas écrire », habitude des masses de « consommer » un journal, de « subir » la télé sans avoir prise sur eux. On est tombé d'accord pour dire que c'est de la manière dont sont traités les sujets et de l'étendue de ces sujets que dépend la participation des lecteurs...

Sur les sujets à aborder, on n'a pas fait le tour, mais on a essayé de voir comment concrètement ça pouvait se faire dans le journal. En gros l'idée est qu'il faut parler de tout ce dont parlent les masses, de tout ce

qu'elles vivent... entre autres : le cinéma, la littérature, le Docteur QdP, la mode, la chanson...

Sur le sport : ce qu'il faut c'est lundi des résultats, quelques commentaires, mais aussi une large place réservée au sport de masse, les petits clubs (avec le positif et le négatif), des révélations sur la pourriture professionnelle, etc... Le succès des Coupes de France dans tous les sports tient au fait qu'il s'agit d'une lutte des petits contre les gros. C'est comme ça que le ressentent les gens. Le Quotidien doit se saisir de ça...

L'école : bien s'articuler à l'actualité des masses. Par exemple à la fin du trimestre parler des conseils de classe... Tous ceux qui ont des enfants vivent concrètement ce problème, c'est de leur point de vue qu'il faut partir.

Compte rendu d'une réunion de lecteurs. ORLÉANS.

tout le monde en parlait

A propos de la nouvelle réforme dans l'armée pour les jeunes de moins de 22 ans mariés et pères de famille qui seront désormais exemptés du service militaire, je tiens à rapporter ici les réactions entendues dans ma boîte et dans les différentes discussions avec des travailleurs et familles.

« C'est pour faire augmenter la natalité. »

« Dans ma boîte c'est plus difficile de faire bouger un jeune marié et en plus s'il a des gosses. Automatiquement ils ont peur de perdre leur place, etc... Avec cette réforme c'est sûr que pas mal de gars fiancés ou mariés vont préférer avoir un gosse tout de suite plutôt que d'aller se faire ch... pendant un an etc... »

« Si vous ne voulez pas aller à l'armée : faites des gosses et

vite !! C'est révoltant ! A nous les femmes ça nous laisse le choix : où notre mari (ou fiancé) part un an avec tous les problèmes financiers et autres que ça pose ou alors on a un gosse et donc on arrête de travailler, on se retrouve avec plein d'autres problèmes : parce qu'aujourd'hui et surtout pour les jeunes c'est pas facile quand on commence à avoir de la famille. »

Voilà les différentes réactions, peut-être en existe-t-il d'autres. Je ne pense pas personnellement qu'on peut condamner cette réforme à fond. En effet ça peut être intéressant pour certains couples, je pense.

Mais à mon avis il faut bien montrer comment aujourd'hui on se fiche vraiment de nous. Et comment à chaque fois qu'il s'agit de l'armée, le gouvernement ne fait que nous lâcher un

os et encore à moitié pourri !! Je voudrais que vous disiez ce que vous en pensez, car tout le monde parle de cela, et il n'y a encore rien eu là-dessus dans le Quotidien.

Une lectrice de Roubaix.

Pourrais-tu préciser tes remarques : quel est le point de vue des gars concernés eux-mêmes sur la réforme ? A votre avis quel est le but principal de cette réforme ? Que va-t-elle réellement changer (il y avait déjà possibilité en principe pour les soutiens de famille de se faire exempter). C'est ensemble, journalistes et lecteurs que nous pourrions construire le Quotidien du Peuple.

Pour soutenir le Quotidien du Peuple des cartes postales en couleur sont à votre disposition



SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

je donne

10 F 50 F 100 F F

Nom
 Profession
 Adresse
 Envoyer à :
 Le Quotidien du Peuple BP 225 75 924 PARIS Cédex 19
 CCP 23 132 48 F PARIS

JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Envoyez à :
 le Quotidien du Peuple
 BP 225
 75 924 Paris Cédex 19
 CCP 23 132 48 F Paris

Nom
 Profession
 Adresse

"j'irai bien y voir"

Des camarades se proposent de prendre en mains la réalisation de reportages :

« Suite à l'article des camarades de Saint Sorlin où il est dit qu'il n'y avait pas assez d'information sur les luttes des viticulteurs, nous pensons qu'il faudrait éclaircir un certain nombre de questions qui pourraient intéresser les lecteurs... Il faudrait mener une enquête large, pas se contenter de l'avis de quelques leaders même de tendance révolutionnaire. Une camarade correspondante paysan pourrait y aider. »

Montceau-les-Mines

« Desvres est une petite ville dont les industries sont tournées vers l'exploitation des richesses géologiques du sous-sol. Dans la ville, il y a des usines de céramique de faïence,

carrelage, cimenteries. D'autres entreprises de ciment, carrelages sont implantées dans la région. Les Ciments Français menacent de fermer (506 personnes)... J'irais bien voir... »

De la façon dont nous saurons aider ces camarades à réaliser ces reportages dépendra aussi la réussite du Quotidien du Peuple. Un lecteur de Lyon, assistant réalisateur à l'ORTF explique que « lorsque l'ORTF tourne un scénario sur la vie d'une région ou d'un village, les problèmes de la vie des gens pris comme figurants ne sont pas pris en considération ; le scénario écrit à l'avance ne doit subir aucune modification et dépend de la toute puissance du réalisateur ». Camarade comme il serait intéressant que tu nous envoies le récit plus détaillé d'une de tes expériences de tournage.

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml)
 Adresse postale :
 BP 225 75 924
 Paris Cedex 19
 CCP n° 23 132 48 F Paris
 Directeur de publication
 Y. CHEVET
 imprimé par IPCC Paris
 distribué par les NMPP
 Commission Paritaire :
 56 942

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL
 Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
 QUOTIDIEN DU PEUPLE
 en téléphonant au :
 208 65 61 Paris
 de 8h30 à 13h

24 paysans en procès

24 paysans de Nantes, Saint-Nazaire et Morlaix comparaissent hier devant le tribunal de Rennes. On leur reproche d'avoir participé aux manifestations de juillet-août 1974 après l'effondrement des cours de la viande, et cela en vertu de la loi anti-casseurs.

hommage à Chou En Lai

Quatre cents personnes ont participé, lundi, à une soirée d'hommage à la mémoire du camarade Chou En Lai, organisée par l'Association des Amitiés Franco-Chinoises. Une délégation de l'ambassade de la République Populaire de Chine était présente, ainsi que diverses personnalités politiques dont Maurice Schumann, ancien ministre des affaires étrangères. Beaucoup de ceux qui connurent Chou En Lai étaient également présents : Régis Bergeron, Wilfrid Burchett et Joris Ivens. Ils évoquèrent au cours d'émouvantes interventions leurs rencontres avec Chou En Lai.

5 février : journée d'action des viticulteurs et des travailleurs du midi

Les viticulteurs du midi préparent de nouvelles actions. Le Comité d'Action Viticole a décidé d'organiser, avec les syndicats CGT et CFDT notamment, une journée d'action le 5 février dans la région Languedoc-Roussillon.

Ce lundi, une centaine de viticulteurs dans l'Aude ont bloqué et incendié un camion citerne d'un négociant de Bordeaux, bien que ce camion soit escorté par la police.

Hier dans le Var, des viticulteurs ont rendu inutilisables 15 000 litres de vin en provenance d'Italie.

VII° plan : inflation et chômage

A la suite de la réunion du conseil central de planification, le gouvernement n'a pas fait de déclarations sur ses travaux, mais il laisse entendre que c'est le choix d'une croissance forte qui a été fait afin d'assurer le plein emploi, malgré les risques d'accroître l'inflation. Rappelons qu'en fait de plein emploi, la « croissance forte » pourra au mieux permettre la création de 200 000 emplois, même pas de quoi assurer un emploi aux jeunes arrivant sur le marché du travail.

manifeste pour le parlement européen

Après la publication du rapport Tindemans sur l'Europe, et les prises de position des UDR Debré et Sanguinetti contre l'Europe politique, le « Mouvement pour l'indépendance de l'Europe », présidé par le député UDR, Olivier Guichard, et regroupant plusieurs membres des divers groupes de la majorité présidentielle s'est prononcé pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel, « le même jour et selon le même système électoral dans tous les pays ».

après l'affaire de Marmande DES JEUNES DES LYCÉES DONNENT LEUR POINT DE VUE

Que pensent les jeunes d'âge scolaire des relations sexuelles, de l'avortement, de la contraception, au moment où on parle beaucoup du lycée de Marmande où plusieurs dizaines de jeunes filles se seraient fait avorter ?

Dans la banlieue ouvrière de Saint-Denis, au nord de Paris, le groupe scolaire Paul Eluard. Au lycée ou au CET, la plupart sont d'origine modeste, beaucoup enfants de familles ouvrières.

Le Quotidien du Peuple : Que pensez-vous de ce qui s'est passé au lycée de Marmande ?

— L'avortement ? Il y a le pour et le contre. Ça dépend de la situation de chacun. Une mère de famille qui a déjà plusieurs enfants et qui n'en veut pas un de plus, pour elle, l'avortement c'est normal. Pour une fille qui a 16 ou 18 ans, c'est mieux de le garder.

« ON EST RESPONSABLE »

QdP : Et si la jeune fille est enceinte alors qu'elle ne désirait pas l'enfant ?

— Celles qui sont enceintes, si elles ne voulaient pas d'enfants, elles n'avaient qu'à prendre leurs précautions.

QdP : C'est-à-dire ?

— On est responsable. Si on ne veut pas avoir de gosse avec un garçon, ça dépend de nous.

— Et il y a la contraception, la pilule, le stérilet.

Parce que des lycéennes de Marmande (Lot-et-Garonne) se sont fait avorter, la bourgeoisie crie au laisser-aller généralisé, à la destruction de la famille et de l'amour.

Belle hypocrisie que cette indignation servant à faire le silence sur les causes réelles des problèmes de la vie de famille dans le peuple : les conditions d'existence imposées par le capitalisme (travail en équipes, transports interminables, etc...) et qui rendent la réalisation de la vie de famille, de plus en plus difficile pour les travailleurs.

Hypocrisie que cette indignation qui

sert à faire le silence sur les nombreuses femmes du peuple, les mères de famille contraintes de recourir à l'avortement à cause de leurs conditions matérielles d'existence et aussi à cause du manque d'information sur les moyens contraceptifs.

Hypocrisie que cette indignation d'une bourgeoisie qui n'a jamais autant favorisé le développement de la pornographie essayant de l'utiliser comme dérivatif à la révolte de la jeunesse, tout en essayant, pour diviser le peuple, de présenter cette jeunesse comme une jeunesse cupide et fainéante.

« CE N'EST PAS VALABLE »

QdP : Pensez-vous qu'on doit avoir des relations sexuelles avec quelqu'un, lorsqu'on a l'idée d'essayer de vivre avec lui, ou simplement comme ça ?

— Il faut d'abord se connaître avant, voir si on peut s'entendre. Il y en a

en a quand on est majeur, là au moins, ça ne pose plus de problèmes avec les parents, si on a un enfant et qu'on veut le garder, on peut le décider.

Un jeune ouvrier accompagne une lycéenne par la main. Elle est contre l'avortement, lui est plutôt pour : « avoir des enfants,

limites, il ne faut pas que ça devienne le fouillis.

Deux lycéennes, élèves de seconde, milieu aisé : — On est pour l'avortement et la contraception. L'âge pour avoir des relations sexuelles, c'est selon chaque individu. Mais, il faut qu'il y ait des sentiments. Faire ça pour 24 H avec quelqu'un et adieu, je t'ai vu, on n'est pas d'accord. Il y a des filles qui commencent à 13 ans, à faire ça avec n'importe quel gars, et à 20 ans, elles sont déboussolées.

QdP : Il y en a beaucoup dans ce cas, dans ce lycée ?

— Il y en a, mais pas des masses.

Dans l'ensemble, les lycéens, garçons et filles, rencontrés, parlent avec beaucoup de naturel de ces questions. On est plutôt favorable à la contraception et à l'avortement. En même temps, l'idée d'avoir des enfants, une vie de famille est avancée avec beaucoup de sérieux, avec la conscience des problèmes à surmonter dans les milieux populaires, dans les conditions actuelles.

Jean-Paul GAY



A la sortie du lycée de Marmande.

qui sortent ensemble un après-midi, et qui couchent ensemble tout de suite, ce n'est pas valable.

— A partir de 16 ans, on peut avoir des relations sexuelles, ça dépend de la maturité de chacun. Mais, notre idéal ce n'est pas de se faire sauter dessus à chaque coin de rue. Si on

c'est bien, mais il faut avoir un métier, une situation, sinon on ne peut pas les élever.

Un groupe de garçons du lycée :

— Je suis pour la liberté dans ce domaine. — Il y a quand même des

conférence des partis socialistes européens

à l'ombre de la Maison Blanche ...

La conférence des partis socialistes de la Communauté Européenne, tenue à Elseneur, a pris fin avant-hier soir.

On affirmait lundi, dans les milieux politiques danois que cette rencontre avait été « organisée sur l'inspiration occulte de la Maison Blanche ». Elle aurait été mise sur pied durant la visite que Joergensen, chef du gouvernement danois qui est à l'origine de cette conférence avait fait à Washington, en novembre dernier. Confirmation : Kissinger levait faire escale, quelques heures, mardi, à Copenhague, pour prendre connaissance des résultats de la conférence.

● OUI, AU RAPPORT TINDEMANNS

Les chefs « socialistes » devaient examiner le rapport Tindemans. Rappelez pour mémoire que ce rapport destiné à relancer l'unité européenne, propose l'abandon de la règle de l'unanimité qui était jusqu'alors requise dans

les décisions prises au niveau européen

Dans les conditions actuelles de l'Europe, dominée économiquement, financièrement et politiquement par l'impérialisme allemand, étroitement lié lui-même à l'impérialisme US, dont il constitue « le cheval de Troie », de telles propositions, si elles devaient être adoptées, conduiraient inévitablement à une Europe placée sous le joug américain.

L'échange de vues à Elseneur sur le rapport Tindemans devait être assez rapide, montrant par là un accord de fond avec les suggestions du rapport. Seules quelques modalités particulières, telles que le mode d'élection du parlement européen, ont suscité, semble-t-il, des réserves.

● LE RÔLE DES PC D'EUROPE DU SUD

Dans certains pays de l'Europe du Sud, partie de l'Europe où incontestablement les contradictions de classe sont les plus vives,

les plus aiguës, certains partis « socialistes », faute d'être complètement « marginalisés », rejetés, réduits à un rôle insignifiant, ont dû accepter une alliance avec les partis révisionnistes ; ceci en vue de se donner une image de « gauche » et ainsi d'être en mesure de duper une partie du mouvement des masses. C'est précisément ce choix qu'a fait le PS français.

Or de telles coalitions ne sont pas du goût de l'impérialisme US qui y voit une menace potentielle pour sa domination en Europe Occidentale. En effet il n'est nullement exclu, en France ou en Espagne par exemple, que de telles coalitions parviennent au pouvoir à court ou moyen terme en profitant d'une conjoncture de luttes de classe plus aiguës. Dans ces conditions, l'impérialisme US redoute que les partis révisionnistes, participant dès lors à la coalition gouvernementale, ne réussissent à infléchir la politique de ces pays dans le sens de relations économiques, politiques, financières, militaires, etc...

plus étroites avec le social-impérialisme, offrant ainsi un terrain favorable à la pénétration de ce dernier.

Aussi, en ce qui concerne la France, le gouvernement américain souhaiterait voir les « socialistes » rompre leur alliance avec les révisionnistes et se rallier à la majorité giscardienne. Tout en se garantissant des risques énoncés plus haut, l'impérialisme US y trouverait un avantage immédiat : alors que ses propositions, notamment celle d'une construction politique de l'Europe sous sa houlette telle que la prévoit le rapport Tindemans, sont à l'heure actuelle à la fois contrecarrées par une opposition assez forte et soumises à la réserve ou aux critiques d'une coalition gouvernementale dans laquelle l'UDR pèse encore d'un poids certain, un tel ralliement, en réduisant l'opposition et en soulignant le caractère atlantiste de la coalition présidentielle, créerait les conditions d'un alignement plus accusé de la France sur les positions US.

● L'UNION DE LA GAUCHE : SIMPLE PASSERELLE POUR LE POUVOIR

Ainsi Mitterrand s'est-il trouvé tout particulièrement mis sur la sellette, ses compères lui demandant des comptes sur l'alliance avec le PCF, notamment le chef du gouvernement de la RFA qui a souligné les risques qu'une telle coalition faisait peser sur les « alliances déjà contractées », l'OTAN en l'occurrence.

« On doit comprendre notre situation », a déclaré Mitterrand en réponse à Helmut Schmidt. Et d'expliquer que dans le cas d'un pays comme la France, et plus généralement pour les pays « latins », le maintien à l'heure actuelle de la « coalition de gauche » est le seul moyen pour l'instant de rendre crédible le Parti Socialiste et de « lui ouvrir la voie du gouvernement ».

On ne peut dire plus crûment que Mitterrand que « l'union de la gauche » n'est dans son esprit qu'une passerelle pour accéder au pouvoir.

Salins : soutien aux emprisonnés

A l'appel du « Comité de Soutien aux Emprisonnés et pour la Défense des Libertés Démocratiques », créé après la perquisition effectuée au domicile d'un militant CFDT de Salins, une centaine de personnes se sont réunies

Les questions posées par les participants ont montré leur vive inquiétude au sujet des interpellations récentes effectuées à Dôle. L'urgence de créer un rapport de force pour s'opposer à cette répression a été soulignée dans plusieurs interventions. Un paysan a expliqué comment seule la mobilisation populaire avait fait échec au pouvoir au cours de leurs nombreuses actions : des agriculteurs ayant été inculpés, l'an dernier, au titre de la loi anticasseurs, aucune action judiciaire n'a pu être poursuivie contre eux après la mobilisation qui s'est faite.

Au moment où l'usine de Fluotechnic est occupée par 80 travailleurs, la population salinoise reste vigilante pour défendre ses droits.

luttons ouvrières

en bref

Brasserie de Yutz (Moselle) : halte aux licenciements !

22 travailleurs viennent d'apprendre leur licenciement pour mars 76, à la Brasserie de Yutz (faubourg de Thionville). Cette petite entreprise produisait la bière Basse-Yutz. Depuis 1974, le trust Union des Brasseries-France Boissons a mis la main sur le secteur (comme il l'avait fait pour Champigneules), imposant de nouveaux produits et de nouveaux modes de production (pour la 33-Export). Le groupe UB/FB a déjà touché 1 milliard pour cette restructuration, tandis qu'il finançait par ailleurs le voilier «Le 33» dans de coûteuses croisières !

Aujourd'hui, la maison-mère a plongé l'usine de Yutz dans une situation extrêmement grave pour les travailleurs. La section syndicale CFDT de l'entreprise, qui a quelques mois seulement d'existence, et qui s'est construite dans la lutte contre le corporatisme et la division (qui régnait au départ entre les ouvriers repris les uns par France-Boissons, les autres par l'UB proprement dite) dénonce la manœuvre de la direction «qui veut faire croire que nos malheurs résultent de mauvaises conditions économiques et conjoncturelles».

81 travailleurs (sur 100) ont voté la grève, depuis lundi. Les cadres font pression sur les ouvriers et employés pour empêcher la grève de tenir, menaçant par exemple une femme de ménage «Si vous faites la grève, vous verrez bien... quand vous serez foutue à la porte...». Malgré cela, les travailleurs de la Brasserie sont décidés à faire fléchir la direction et empêcher les licenciements !

Correspondant Yutz

LIP de nouveau, la lutte est nécessaire ! "un patron de "gauche" ça licencie..."

Depuis trois mois la «crise» couve chez Lip. Le patron Neuschwander s'était fixé des objectifs «ambitieux» (pour lui) mais ils n'ont pas été atteints...

Il comptait augmenter de façon spectaculaire la production (jusqu'à 800 000 montres). Il n'y est pas parvenu et néanmoins, il y a un stock excédentaire ! Ses productions n'étaient pas bien adaptées au marché, à la concurrence internationale. Alors, pour «boucher les trous», il a eu recours aux heures supplémentaires (près de dix mille certains mois) que les syndicats acceptèrent pour «aider l'usine fragile» !

Maintenant Neuschwander et le conseil d'administration annoncent des réductions d'horaires, après qu'il ait déjà licencié des intérimaires !

LES PROJETS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :

- Réduire le stock de 46 millions de francs à 33 millions de francs.
- Augmenter les ventes (comment ?)

Neuschwander, pour faire face à ces problèmes demandaient des millions supplémentaires ; ce que ses parrains (Riboud, R. Gillet...) lui ont refusé.

Alors où prendre l'argent sinon sur nos salaires ! Pour la direction, réduire le stock signifie réduire la production donc réduire les horaires et nos salaires !

Déjà, Neuschwander repousse au mois de mars l'augmentation de 3 % prévu au 1er janvier. Ensuite on nous annonce des réductions d'horaires (36 H en moyenne selon les ateliers), des mutations à l'intérieur de l'u-

sine et peut-être le blocage des salaires pour l'année !

En clair Neuschwander et ses parrains veulent nous faire payer leurs difficultés. Les réactions sont diverses, la CGT a ressorti sa logique révisionniste : «augmenter les salaires, d'où augmentation de la consommation, donc de la production», etc. Or, le plan de chez Lip est basé sur le développement de la montre à «quartz» (elle coûte au minimum 900 F). Qui peut l'acheter ? Certainement pas un OS, cela augmenterait la consommation de ceux qui profitent déjà de la crise ! Cette logique ignore aussi la concurrence américaine par exemple sur la montre à «Quartz»...

Pour certains responsables de la CFDT il s'agit d'«avoir un plan crédible». Ce qui laisserait entendre

d'accepter les mesures proposées par le conseil d'administration.

La discussion s'engage sur ces points dans l'usine, déjà beaucoup affirmement : «Il faut le maintien intégral du salaire ; que ce soit à 40 H ou à 36 H on s'en fout !»

L'enjeu est donc important. A la suite de notre première lutte victorieuse contre les licenciements, nous avons vu que la bourgeoisie change de tactique «mieux vaudrait réduire les horaires donc les salaires».

C'est pour cela que nous affirmons : «De nouveau la lutte est nécessaire !»

Nous tiendrons au courant tous les lecteurs du Quotidien du Peuple, car il serait bon de débattre de l'attitude à avoir face à de telles situations...

Cellule Fernand Yveton du PCRml (LIP)

RENAULT-DAUPHINÉ «lutter contre la répression, ce n'est pas une réaction individuelle»

Renault Dauphiné, c'est le plus grand garage Renault de Grenoble (un peu plus d'une centaine de travailleurs). Depuis début décembre une partie du personnel de la carrosserie refuse de faire le fichage sur les dossiers de réparation des voitures. Ce «petit travail administratif» a été mis en place par la direction depuis plusieurs années pour contrôler le temps réel de travail du personnel et pousser au maximum les cadences. Depuis début décembre, la direction a renforcé son contrôle accusant les ouvriers de falsifier les temps de travail sur les dossiers de réparation (envoi de lettre d'intimidation et de «réflexion», menaces...). Si la direction réussit à mettre strictement en place ce système de fichage de contrôle, cela signifie pour les travailleurs de la tôlerie qu'ils n'auront plus un moment de répit dans

la journée.

Pour stopper l'action de l'atelier de la carrosserie, la direction a mis à pied 3 ouvriers qui faisaient la grève du pointage entre chaque travail, dont le délégué CFDT. Cette mise à pied est totalement illégale : dans la convention collective il n'est pas mentionné que les tôliers doivent faire un minimum de travail administratif, quant au règlement intérieur, il n'existe pas, alors qu'il est obligatoire pour les entreprises de plus de 20 salariés.

La CGT a refusé de participer avec la CFDT à une riposte commune contre la répression. La CFDT a donc appelé seule à un débrayage le vendredi (jour de la mise à pied) de 16h à 18h suivi à l'atelier tôlerie, peinture et en voitures d'occasion (et par

quelques camarades des ateliers mécaniques). Si la mobilisation n'a pas été massive dans tous les ateliers c'est les dirigeants de la CGT qui en portent la responsabilité. Ils ne proposaient aucune forme d'action et taxaient la lutte des travailleurs de la carrosserie de «réaction individuelle». En plus, certains individus ont fait courir le bruit que la veille du débrayage le patron avait déchiré les mises à pied et que le personnel de la tôlerie avait décidé de reprendre le pointage à partir de lundi 19. Aujourd'hui, certains syndiqués de la CGT se posent des questions : «pourquoi les responsables de la CGT ont-ils refusé la riposte commune ?». Sur ces bases, une nouvelle unité pour la lutte peut se construire !

Corr. Grenoble

UN OUVRIER SUR UN CHANTIER DE GENNEVILLIERS : «IL FAUT UNE HEURE POUR AVOIR DU SECOURS !»

Gennevilliers, avenue des Grésillons, comme dans de nombreux vieux quartiers de la localité, une résidence est en construction. «Pas pour nous», disent les ouvriers du chantier, pour la plupart immigrés (d'origine turque et marocaine). Lundi soir, sur ce chantier, un ouvrier a été assasiné. La benne de chargement de la bétonneuse, bloquée en l'air, prête à être vidée, a lâché. En dessous, un ouvrier turc, tué net, le crâne fracassé : «la sécurité n'a pas marché, je n'ai jamais vu une benne tomber toute seule, jamais ! Le patron savait que la bétonneuse était pourrie, c'est de sa faute».

nous dit un gars du chantier qui était là quand ça s'est passé. «Et on a attendu 1 h, 1 h pour que Police-Secours arrive... Il faut le dire, quand c'est un ouvrier qui est assasiné, il faut attendre 1 h pour avoir du secours, sur le chantier il n'y a rien».

Sur le chantier, c'est la colère, sauf pour le délégué du personnel, représentant au C.H.S., un réformiste de la CFDT, qui devant nous, devant la bétonneuse en pitoyable état, ose dire : «Je suis désolé, c'est de sa faute, il n'aurait pas dû se trouver en dessous, il savait que la bétonneuse ne marchait pas».

Mais tous sont là pour lui rappeler que, «pour le patron, la vie d'un ouvrier, ça ne compte pas». Rentabiliser au maximum son matériel, construire le plus vite possible, c'est cela la logique des capitalistes, qui dans le bâtiment tuent trois ouvriers tous les jours !

Au chantier de Gennevilliers, l'idée est là qu'il faut que ça change, qu'on ne peut pas compter sur les délégués qui défendent le patron, pour imposer la sécurité, qu'il faut prendre ça en main !

Correspondant Gennevilliers

unité populaire pour que sotracomet vive !



Voilà 86 jours aujourd'hui que les travailleurs de Sotracomet sont en grève contre les licenciements. 86 jours avec occupation, en ayant comme soutien financier le fruit du soutien largement organisé. La bourgeoisie a lancé une offensive contre la grève le 13 janvier en citant les grévistes devant le tribunal des référés. Le jugement reconnaît le droit aux ouvriers d'occuper l'usine et de «conserver à l'intérieur les matières en cours de fabrication» mais exige «que soient livrés aux clients les produits finis» sinon ce sont les flics qui interviennent ! Devant cette menace les grévistes se sont résolus à laisser sortir les produits finis mais «à condition qu'on leur fasse des propositions quand au redémarrage de l'usine». La bourgeoisie préfère donc des solutions en douceur aux solutions de force, elle tente ainsi de faire plier les travailleurs par des reculs successifs en brandissant la menace de l'intervention des flics. Pour riposter à ce chantage les

grévistes sont armés de leur unité et du soutien large qu'ils ont pris en main. Mais ce soutien doit encore s'amplifier. Ce n'est pas en comptant sur la «bonne volonté» de la bourgeoisie qui se manifesterait si les grévistes faisaient des concessions que ceux-ci obtiendraient satisfaction. Ce n'est pas non plus en s'en remettant aux partis «de gauche», l'Assemblée Générale de mardi à Tallange l'a bien montré : la proposition mise en avant par les réformistes du PS était celle d'une «lettre aux élus» à propos de Sotracomet. Quelle belle occasion pour eux de faire passer leur camelote politique. Quant à l'efficacité d'une telle lettre pour le renforcement de la lutte c'est autre chose ! Le P«C»F que l'on voyait apparaître pour la première fois depuis le début de la lutte, s'est empressé de saisir la perche tendue par le PS et de s'associer à cette lettre...

Il a eu même le culot d'ajouter que «les élus com-

munistes feraient bientôt des propositions aux grévistes !» Ce sera peut-être l'occasion de prendre une carte du P«C»F, car le soutien à la grève n'intéresse pas ces messieurs. Mais les révisionnistes du P«C»F n'en restent pas là. Refusant de signer un tract du comité de soutien sous prétexte qu'il est composé de «gauchistes» il laisse éclater son mépris pour les travailleurs en lutte en s'opposant à l'initiative de la réalisation d'une brochure faite par les grévistes et diffusée par les organisations présentes. Et c'est fortement applaudi qu'un gréviste a clos la soirée en exprimant son «dégout pour l'attitude du PC» !

Les travailleurs de Sotracomet ne laissent pas dévoyer leur lutte. C'est en comptant sur leurs propres forces et la solidarité de classe des travailleurs qu'ils vaincront !

Oui Sotracomet vivra !

Corr. Sotracomet

sans dictature du prolétariat, pas de socialisme.

Julien ESTÈVE

De même que les révisionnistes tentent de masquer la nature profonde de la démocratie bourgeoise (démocratie pour les exploités, dictature pour les masses populaires), de même et réciproquement, ils cherchent à dénaturer ce que doit être le pouvoir de la classe ouvrière sous le socialisme : dictature, répression contre la bourgeoisie qui cherche à restaurer le capitalisme, et en même temps, démocratie infiniment plus étendue pour l'immense majorité des travailleurs qui participent librement et avec enthousiasme, comme dans la Chine Populaire d'aujourd'hui au vaste effort pour abolir les classes et les différences de classe.

S'opposant à la notion de dictature du prolétariat, ils colportent l'idée que le socialisme pourrait réaliser la «démocratie pour tous», c'est-à-dire pour toutes les classes sociales, pour la classe ouvrière comme pour la bourgeoisie. D'après eux, toute restriction des libertés à l'égard d'une partie de la population - en l'occurrence la bourgeoisie - porterait atteinte au principe même de socialisme. Pourquoi, demandent-ils, la classe ouvrière aurait-elle besoin d'une dictature, d'un pouvoir répressif à l'égard de la bourgeoisie, puisqu'elle bénéficiera sous le socialisme de libertés qu'elle n'a pas à l'heure actuelle et qu'elle constituera, avec ses alliés, la grosse majorité ?

ment) à la majorité, elle opposera une résistance acharnée, déçue du fait même de son renversement.

Le prolétariat peut utiliser des conditions favorables pour assembler les forces nécessaires pour écraser les forces armées de la bourgeoisie et prendre le pou-



En Chine, la dictature du prolétariat, c'est le pouvoir des ouvriers et des paysans...

voir. Mais après ? Le pouvoir il faut le garder et le consolider. Or même après sa destitution, la bourgeoisie conservera une force importante, qui serait plus importante que celle du prolétariat si celui-ci précisément, par l'instauration de sa dictature de classe, n'enlevait pas aux exploités un certain nombre de moyens de lutte. La bourgeoisie déchue pourra s'appuyer sur toute une série de couches engraisées dans le cadre de la société impérialiste pourrissante et parasitaire qui se rangeront à côté d'elle pour essayer de reconquérir le paradis perdu.

cera du côté de la bourgeoisie. Elle tablera sur l'idéologie pourrie qu'elle a diffusée des dizaines et des dizaines d'années au sein des masses populaires, fondée sur la soumission et l'individualisme pour saper et affaiblir le nouveau pou-

voir. C'est pour éviter un tel phénomène que les camarades chinois et albanais, tirant les leçons de l'expérience historique, ont mis en avant la nécessité de mener la révolution jusqu'au bout, c'est-à-dire d'extirper toutes les racines et les vestiges de la société de classe.

Mettant en garde contre une interprétation mécaniste du marxisme-léninisme, les camarades chinois et albanais ont attiré l'attention sur le fait que la transformation du système de propriété (le passage de la propriété privée à la propriété sociale des moyens de production) ne constitue nullement une garantie de succès final du socialisme et dans tous les cas ne supprime ni les classes, ni la lutte des classes.

En prenant en main le pouvoir, le prolétariat s'attelle à une tâche gigantesque : transformer de fond en comble, à son image, selon sa propre conception communiste du monde l'ancienne société telle qu'elle a été façonnée par des siècles et des siècles d'exploitation et d'oppression et qui porte profondément et sous les rapports économique, moral et intellectuel les marques de la classe capitaliste.

Tant que cette transformation radicale n'est pas accomplie, tant que n'ont pas été supprimés toutes les traditions, les vestiges, les différences inhérents au capitalisme, la lutte des classes se poursuit entre prolétariat et bourgeoisie et le danger d'une restauration capitaliste demeure.

Après la modification du système de propriété, l'influence politique et idéologique de la bourgeoisie reste vivace.

Le nouveau système de propriété ne change pas forcément radicalement, au sein des rapports de production, les rapports des hommes entre eux. L'influence de la bourgeoisie peut se manifester notamment par un style de direction bourgeois des entreprises, fondé sur les stimulants matériels, le maintien et le renforcement de la division du travail manuel et intellectuel, etc...

Elle maintient de nombreuses positions dans le domaine de l'enseignement, de l'éducation, de la culture ; l'influence persistante de la vieille idéologie, de la vieille force de l'habitude, des vieux rapports entre les hommes fondés sur l'argent, la hiérarchie, la concurrence, entravent la croissance des nouvelles réalités socialistes.

L'effet corrupteur de la bourgeoisie dans tous les domaines, de même que la difficulté à secouer le poids de la routine et des habitudes enracinées par des siècles d'exploitation trouvent leur reflet à l'intérieur du parti par la tendance à pactiser avec les forces de la vieille société, à s'arrêter en chemin dans la transformation socialiste, premier pas, s'il n'est pas énergiquement combattu, dans la voie de la dégénérescence révisionniste du parti d'avant-garde.

De même, la subsistance pendant une longue période des rapports marchands et l'utilisation de la monnaie, ainsi que le maintien du droit bourgeois dans la répartition des objets de consommation (à chacun selon son travail et non à chacun selon ses besoins) qui entretient une différence en fait de richesse sont des terrains propices au développement capitaliste.

La classe bourgeoise sera éliminée et tout danger de restauration capitaliste sera écarté qu'autant que le prolétariat sera parvenu «à la suppression des différences de classe en général, à la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales».

Pour parvenir à ce résultat, le prolétariat doit maintenir et renforcer sa dictature intégrale sur la bourgeoisie, ne lui laisser aucun domaine où elle pourrait se développer, poursuivre la révolution jusqu'au bout et surtout ne pas s'arrêter en chemin dans le processus de transition au communisme.

ENGELS

«L'Etat n'étant qu'une institution temporaire dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer la force de ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un «Etat populaire libre» : tant que le prolétariat a encore besoin de l'Etat, il en a besoin non pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel...»

LÉNINE

Au renégat Kautsky qui demandait «pour quels motifs la domination du prolétariat devrait-elle revêtir et revêtirait-elle nécessairement une forme incompatible avec la démocratie ?», Lénine répondait :

«Kautsky est aussi loin de Marx et d'Engels que le ciel est loin de la terre, qu'un libéral est loin d'un révolutionnaire prolétarien. La démocratie pure ou simplement la «démocratie» dont parle Kautsky n'est qu'une périphrase de ce même «Etat populaire libre», c'est-à-dire une chose parfaitement absurde.

Avec l'érudition d'un imbécile savantissime de cabinet, ou avec la candeur d'une fillette de dix ans, Kautsky s'interroge : à quoi bon la dictature du prolétariat du moment qu'on a la majorité ? Or Marx et Engels nous expliquent :

- pour briser la résistance de la bourgeoisie
- pour inspirer la terreur aux réactionnaires
- pour maintenir l'autorité du peuple armé contre la bourgeoisie
- pour que le prolétariat puisse réprimer par la violence ses adversaires.

Kautsky n'entend rien à ces explications. Epris de la démocratie «pure» dont il ne voit pas le caractère bourgeois, il soutient avec une «belle logique» que la majorité, du moment qu'elle est majorité, n'a pas besoin de briser la «résistance» de la «minorité», de la «réprimer par la violence». Il lui suffit de réprimer les cas de violation de la démocratie».

«La transition du capitalisme au communisme, c'est toute une époque historique. Tant qu'elle n'est pas terminée, les exploités gardent inévitablement l'espoir d'une restauration, espoir qui se transforme en tentatives de restauration. A la suite d'une première défaite sérieuse, les exploités qui ne s'attendaient pas à être renversés, qui n'en croyaient rien et n'en admettaient pas l'idée, se lancent dans la bataille avec une énergie déçue, avec une passion furieuse, avec une haine déçue pour reconquérir le «paradis» perdu, pour leurs familles qui menaient une si douce existence et que, maintenant, la «vile populace» condamne à la ruine et à la misère (ou au «vil» labeur...).

Dans cette situation, à une époque de guerre acharnée, aiguë, où l'histoire met à l'ordre du jour le problème de l'existence ou de la non-existence des privilèges séculaires et millénaires, parler de majorité et de minorité, de démocratie pure, d'inutilité de la dictature, d'égalité entre exploités et exploités ! Quel gouffre de stupidité, quel abîme de philistinisme il faut pour en arriver là !»

«L'expression «dictature du prolétariat» masque ce que signifierait l'exercice du pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés dans les conditions actuelles, c'est à dire le pouvoir de la grande majorité du peuple, et par conséquent son caractère démocratique». Voilà ce que prétendent les révisionnistes. C'est là une attaque supplémentaire contre le socialisme et le pouvoir de la classe ouvrière.

Car le prolétariat, n'ayant pour but que de supprimer l'exploitation et l'oppression associée à l'exercice du pouvoir, sous sa direction et sous son contrôle, tous les opprimés, tous ceux qui ont intérêt au socialisme. La dictature du prolétariat réalise la démocratie la plus

large pour l'ensemble des masses populaires.

Si la classe ouvrière doit prendre le pouvoir pour son propre compte si elle doit exercer sa direction en tout, c'est parce qu'elle est la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, la seule qui n'ait aucun intérêt, si petit soit-il à la restauration du capitalisme, la seule qui fasse suffisamment prendre de détermination pour mener la lutte jusqu'au bout contre le capitalisme.

Ce faisant, la dictature du prolétariat est le seul moyen qui permette à l'ensemble des masses populaires de s'émanciper de l'oppression capitaliste. Selon le mot de Marx, le Prolétariat, en se libérant, libérera l'Humanité tout entière.

Pourquoi la liberté et la démocratie garanties à tous ne conduiraient-elles pas nécessairement à l'isolement de la bourgeoisie ?

Le prolétariat n'a-t-il pas seulement besoin de réprimer les cas possibles, éventuels de violation de la légalité par les anciens exploités ?

SANS DICTATURE DU PROLÉTARIAT, PAS DE SOCIALISME

Les révisionnistes veulent faire oublier aux masses populaires une petite chose : à savoir que la bourgeoisie déchue de son pouvoir politique, mais non anéantie, mènera une lutte à mort contre le nouveau pouvoir qui la dépossède de toutes ses richesses et de ses privilèges, que loin évidemment de se plier «pacifiquement», «démocratique-

Elle conservera des liens avec l'ancien appareil militaire et policier pour comploter contre le nouveau pouvoir. Elle s'appuiera sur une partie du personnel technique non acquis au socialisme dont la classe ouvrière ne pourra pas d'emblée se passer complètement et qu'elle placera seulement dans un premier temps sous son contrôle. Elle conservera toute une série d'avantages réels par rapport au prolétariat : l'instruction, la connaissance des rouages de l'économie et de l'Etat, la richesse qui ne pourra pas être confisquée. Elle tentera d'utiliser toutes les incertitudes, les hésitations des alliés les moins solides du prolétariat, une partie de la petite bourgeoisie qui, dans les conditions favorables, se rangera du côté du prolétariat et qui en cas de revers, de difficultés temporaires balan-

Libéré, comme ils le précisent eux-mêmes, montre clairement la nature de leurs objectifs véritables : non pas détruire radicalement le système capitaliste, mais au contraire l'aménager à leur profit.

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT EST NÉCESSAIRE JUSQU'À L'AVÈNEMENT DE LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE SANS CLASSE

Mais si le prolétariat doit se garantir d'une restauration violente du capitalisme à la suite d'une épreuve de force, il doit encore plus se prémunir contre une évolution «pacifique», insensible du socialisme vers le capitalisme, évolution qui aboutit nécessairement à la domination d'une nouvelle classe capitaliste exploitéeuse. C'est un tel phénomène

international

DJIBOUTI La Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance chez Stirn EXPULSIONS DE DIZAINES DE PATRIOTES

Le 21 janvier, les représentants de la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance (L.P.A.I.), organisation d'opposition à Ali Aref, le chef de l'assemblée territoriale de Djibouti, viennent de rencontrer Stirn, le ministre des colonies. Il y a à peine 15 jours, il recevait Aref lui-même, aujourd'hui, il reçoit l'opposition dans le cadre de la préparation de l'indépendance du territoire. Quelle cuisine mijote-t-on dans les bureaux de la rue Oudinot, au ministère des «DOM-TOM» ?

FOUILLES, ARRESTATIONS, DÉPORTATIONS

Ces va-et-vient de personnalités politiques coïncident avec une accentuation de la répression dans le territoire depuis les promesses de Stirn. Des manifestations très massives de plusieurs milliers de participants se sont déroulées, exigeant une véritable indépendance. Djibouti est un camp retranché, ceinturé par un barrage électrifié, quadrillé par les gendarmes. C'est la vie quotidienne depuis des années. Mais, ces dernières semaines, les victimes de la répression se sont multipliées. Les uns après les autres, les quartiers populaires sont encerclés par la police, toutes les maisons brutalement fouillées, cela parfois plusieurs fois dans la même journée. Des di-

zaines de personnes sont arrêtées dans la rue, à leur domicile, n'importe où, jetées dans des camions, conduites à la frontière de la Somalie et expulsées.

Le mouvement du peuple de Djibouti a contraint le gouvernement français à reculer, à reconnaître formellement son droit à l'indépendance. Mais depuis des années, l'indépendance veut dire, pour le peuple, destruction du barrage électrifié, départ des troupes françaises, retour des expulsés. Stirn veut maintenir les bases, la domination française. C'est pourquoi, plus le ministre parle d'indépendance, plus ses flics s'acharnent à briser le mouvement populaire.

L.P.A.I. : UNE ALTERNATIVE POUR STIRN

Depuis plusieurs mois, la L.P.A.I. s'est présentée comme une organisation qui réclame l'indépendance. Au cours des dernières semaines, elle a même convoqué des manifestations sur ce thème, auxquelles les masses ont participé puisque l'indépendance est leur mot d'ordre, et qu'avec ou sans la L.P.A.I., elles ont toujours manifesté. De son côté, la L.P.A.I. ne s'est prononcée pour l'indépendance qu'en 1975. Rien dans son histoire ne la rattache aux luttes du peuple de Djibouti, tout dans le passé

des dirigeants de la L.P.A.I. les oppose aux aspirations du peuple.

Quelle équipe !

Regardez Gouled, président de la L.P.A.I. : il a été plusieurs fois ministre du territoire et député. En 1958, il appelle à voter



«oui» au référendum. «Le bon dieu et le paradis sont du côté des baionnettes», affirme-t-il alors. Par la suite, il s'alliera à Kamel, actuel ministre de Aref, pour écrire à de Gaulle en 1966 : «Notre but final est une indépendance protégée par la France. Notre préférence va vers la formule coopération type 1960».

Regardez Dini, le vice-président. «De l'indépendance elle-même, n'en parlons pas», déclarait-il il y a deux ans. Cet individu a été lui aussi ministre et

député. Il est même l'un des responsables de la construction du barrage électrifié qui sépare Djibouti du reste de la ville.

Regardez la L.P.A.I. elle-même. Elle est née de la fusion de plusieurs associations dont «l'Action pour la Justice et le Pro-

gramme français ont tenté et tentent encore de prendre appui sur le mouvement de masse pour s'imposer face à Aref. Ils déclaraient en mars 1975 : «Étant donné que le gouvernement français a démontré qu'il ne désire pas abandonner (sa) politique de fraude, la seule manière pour lui

de la L.P.A.I. Elle n'a présenté littéralement aucun programme. Quel contenu donné à l'indépendance ? Que deviennent les bases françaises ? Autant de questions sans réponse de la part de la L.P.A.I. qui laisse ainsi planer l'ambiguïté sur ses intentions.

En réalité la L.P.A.I. n'a fait que précéder Stirn et Ali Aref, en se prononçant pour l'indépendance avant eux. Comme eux, la LPAI vide l'indépendance de tout contenu, ne remet rien en cause la domination française. Aujourd'hui, il n'y a plus rien, quant au fond, qui sépare la L.P.A.I. et Aref, sinon une âpre lutte pour la conquête de fauteuils.

Voilà toute la cuisine de Stirn : deux coteries politiques concurrentes pour une même besogne. L'ensemble de ses consultations sont destinées à mettre en place une équipe à partir de là. On sait qu'aux Comores, il n'y était pas parvenu, et que les factions concurrentes se sont entre-déchirées au détriment de l'impérialisme français. Qu'ils parviennent ou non à s'entendre, c'est la lutte des masses qui est le seul garant pour une véritable indépendance. C'est pourquoi, tout en discutant avec les uns et les autres, Stirn aggrave la répression à Djibouti.

UNECAS

feuilleton

LIEVIN LE MINEUR ACCUSE de Jean-Paul Gay et Guy Mory

Ilya maintenant 1 an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

1948 : DÉCHAINEMENT DE LA RÉPRESSION

LA LUTTE S'ORGANISE...

Pour faire face à la répression, les mineurs s'organisent dans les corons. La nuit, ils montent la garde en grand nombre, armés de gourdins, des guetteurs sont en poste 24 heures sur 24, d'autres circulent en patrouilles. Ils attaquent les jaunes qui vont à la mine, escortés par les CRS, en brisent chez eux les vitres à coups de cailloux, dont leurs musettes sont toujours remplies, et qui sont autant de réserves de projectiles. Les grévistes tiennent toutes les fosses. Pour la garde, les mineurs se sont répartis par postes, comme avant la grève.

Lorsque l'ordre est donné à la troupe et aux CRS de reprendre les puits occupés un par un, les mi-

neurs font face et mènent des combats acharnés, il faudra ainsi plus de dix jours aux 30 000 hommes des forces de répression pour évacuer les 122 puits des mines du Nord. A Liévin, par exemple, les ponts, les passages à niveau, les routes conduisant aux fosses sont obstrués par des wagons que les mineurs ont balancés là. Pour enrayer l'avance des troupes de Moch, les mineurs font aussi des barrages avec des rails plantés dans le sol. Pour faire un barrage de feu, des équipes sont organisées comme au fond, par chantiers et par tailles, pour charrier selon un plan méthodique, les balots de pailles et les fûts de gas-oil.

Les mineurs ont désigné parmi eux des agents de liaison, qui informent, minute par minute, des positions prises par les assaillants. Du haut d'échafaudages dressés avec

des traverses à l'intérieur des murs d'enceinte de la mine, les mineurs bombardent avec des segments de rails, des boulons, et des cocktails molotov les CRS à pieds, en rangs serrés, qui s'approchent, appuyés par les chars. Lorsque les chars lourds pénètrent sur le carreau de la mine, après avoir ouvert des brèches dans les murs d'enceinte en briques, souvent, les combats se poursuivent au corps à corps. A Lens, où les grands bureaux sont occupés, les chars défoncent les grilles.

Chaque fois qu'un puits, un coron, est conquis, la répression se déchaîne. Ce n'est que le 29 novembre, que les forces armées de la bourgeoisie et les Houillères parviennent à faire cesser la grève. La répression n'est pas pour autant terminée. Le jour même de la reprise du travail, à Bruay 790 ouvriers et employés se voient interdire l'entrée de la mine. La direction des Houillères fait le tri : on fait pression sur des mineurs pour qu'ils renoncent à toute activité syndicale, ou qu'ils adhèrent à FO, etc... autant de conditions pour être réembauchés. Le 30 décembre, 526

ouvriers sont réembauchés, 264 restent à la porte. Les mineurs en activité qui aident leurs camarades licenciés, par exemple en leur donnant du charbon, se voient sanctionnés (suppression de l'allocation de charbon pour le mois suivant). Lorsque des mineurs licenciés retrouvent du travail dans des entreprises travaillant pour les Houillères, celles-ci font pression sur les patrons des entreprises pour qu'à leur tour, ils licencient ces ouvriers.

Le 29 novembre, dans le groupe de Lens, plus d'un millier de mineurs ne sont pas repris. Le tri dure jusqu'en janvier. Le 5 janvier 49, il y a encore 58 ouvriers qui n'ont pas été réembauchés : parmi eux, plusieurs délégués syndicaux de la CGT. Pour faire pression sur les mineurs, les Houillères ont un autre moyen. La guerre d'Indochine bat son plein : aux mineurs licenciés, on conseille de s'enrôler dans l'armée française pour aller se faire tuer pour la défense des intérêts colonialistes, ainsi dans le Nord-Pas-de-Calais, on oriente les jeunes vers Arras, centre de recrutement. Ensuite, ceux qui reviendront, a-

près cinq ans de guerre coloniale, pourront être réembauchés par les Houillères. Supporter les conditions de travail extrêmement dures, imposées au fond de la mine, ou aller massacrer les peuples, pour la défense de ses intérêts en Extrême-Orient, tel est le choix proposé par la bourgeoisie.

La répression continue après la grève, la lutte aussi. Ainsi, le 19 janvier 49, les mineurs emprisonnés se révoltent, au chant de l'Internationale. Les femmes qui attendent la visite, les soutiennent de l'extérieur en chantant l'Internationale. Les CRS sont dépêchés à l'intérieur de la prison. Finalement, les autorités doivent céder sur l'ensemble des revendications (pour l'amélioration des conditions d'existence dans la prison) des mineurs.

Poursuivant la lutte contre les «décrets Lacoste», le 28 juillet 1950, les mineurs du fond et du jour du 7 d'Auchel, occupent leur puits, ils vont tenir un mois aidés par une grande solidarité des habitants de Cauchy la Tour, de la population du bassin minier, et de nombreuses usines de France.

programme

MERCREDI 21 JANVIER

TF 1

- 18 h 15 - AZ LA BONNE HEURE La voile
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES ou spécial Concorde
- 19 h 40 - UNE MINUTE P. LES FEMMES
- 19 h 45 - LA VÉRITÉ TIENT A UN FIL. feuilleton.
- 20 h 00 - JOURNALW
- 20 h 30 - LE RENDEZ-VOUS DE VINCENNES film TV
- 22 h 00 - OPERATION SPECIAL CONCORDE
- 23 h 15 - JOURNAL et fin

A 2

- 18 h 30 - JOURNAL
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES.
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - POLICE STORY série américaine.
- 21 h 30 - C'EST A DIRE
- 23 h 00 - JOURNAL et fin

FR 3

- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES.
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE La Grande Loge Mixte Universelle.
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
- 20 h 30 - HOMMAGE A M. PAGNOL La femme du boulanger.
- 22 h 30 - JOURNAL et fin

LIBAN : menace d'intervention sioniste

Les images de femmes et d'enfants fuyant sous les balles, c'est le quartier de la Quarantaine occupé par les phalangistes. Dans ce bidonville, l'un des principaux quartiers populaires de Beyrouth, «des dizaines de cadavres jonchaient les ruelles de la Quarantaine, alors que les miliciens phalangistes faisaient le tri des prisonniers. Les femmes et les enfants étaient séparés des hommes. Ceux-ci étaient alignés contre le mur les mains sur la tête», rapporte un témoin. Le quartier brûlait au fur et à mesure de l'avance des troupes phalangistes. «Afin que la Quarantaine ne pose plus de problèmes nous allons le raser», déclare un responsable phalangiste.

Les combats n'ont pas cessé, ni à Beyrouth, ni dans le reste du pays. Les forces patriotiques et la résistance ont occupé la ville de Damour, au sud de Beyrouth, utilisée comme base par les réactionnaires.

Depuis la démission de Rachid Karamé, le gouvernement n'a plus beaucoup de réalité. Alors qu'il était prisonnier dans sa villa encerclée par les forces de gauche, le réactionnaire Chamoun a été emmené par un hélicoptère de l'armée. Il est resté en conférence avec Franglé, le président, appartenant au même camp, qui reste en place. Certaines sources affirment que Rachid Karamé reviendrait sur sa démission si la proposition syrienne de cessez-le-feu était acceptée. Selon ce plan, le blocus des camps

palestiniens serait levé, les quartiers occupés par les phalangistes évacués. Les barrages seraient levés et les barricades démantelées. Franglé serait le garant du respect du cessez-le-feu pour les phalangistes et les milices de Chamoun, le président syrien pour la résistance et les forces progressistes.

De leur côté, les sionistes et Chamoun ont fait courir le bruit que des milliers de soldats syriens avaient franchi la frontière avec des palestiniens. Ces bruits ont été démentis par la Syrie, tandis que le porte-parole de l'armée libanaise a déclaré tout ignorer de ces informations.

Alors que le premier ministre israélien a déclaré «Israël se verra obligé d'intervenir au Liban... si une armée étrangère envahissait le pays», des avions israéliens survolent sans cesse le territoire libanais surveillant les événements. Ainsi de plus en plus ouvertement Israël intervient au côté des forces réactionnaires pour contrecarrer les tentatives de cessez-le-feu. Selon la presse israélienne, Kissinger tout en mettant en garde Israël contre une action précipitée aurait convenu avec l'ambassadeur israélien à Washington qu'Israël ne pouvait pas rester les bras croisés, en cas d'intervention syrienne. Les faux bruits d'intervention de l'armée syrienne qui ont été lancés aujourd'hui peuvent préparer un prétexte à l'intervention de l'armée israélienne.

PORTUGAL

Les déclarations de Carvalho

SUITE DE LA UNE

Mais il y avait une raison spécifique pour votre détention ?

Pour la droite, il est nécessaire de prouver qu'il y a eu un coup militaire. Dans tout cela, il y a une grande farce dans le procès et les preuves. Je vous donne ma parole d'honneur, il me semble que je puisse être accusé d'un

coup parce que je me suis toujours prononcé contre toutes espèces d'aventures qui ouvriraient le chemin à la droite. Mon emprisonnement doit s'inclure dans une offensive de la droite qui petit à petit éliminera tous les obstacles qui s'opposent à elle. Le 26 novembre je me suis offert pour être détenu à la place de mes camarades

car je me considérais coupable d'alimenter chez beaucoup d'entre eux l'idée du socialisme de base à laquelle je me suis référé avant. Cela aurait dû se passer immédiatement. A ce moment, beaucoup de voix se sont élevées en ma faveur jusqu'à s'opposer à ce que je fusse dégradé de général. J'ai eu d'amples appuis et des preuves de confiance de beaucoup de membres du conseil de la révolution, ce qui rend actuellement inexplicable ma détention.

Donc comment expliquez-vous votre détention ?

Je pense que cette mesure est due à la pression de la droite qui se fait sentir très fortement. D'une droite civile et militaire qui sent la nécessité d'avancer avec une force redoublée dans une offensive contre toute perspective socialiste qui peut exister à l'intérieur des forces armées. Beaucoup d'autres mesures de ce type vont se passer car la droite a besoin pour récupérer tout ce que les masses populaires ont conquis d'une force armée «nettoyée et docile» qui puisse les servir le mieux possible.

Cependant, la gauche a commis des erreurs telles que si elles ne s'étaient pas produites, cette situation n'aurait pas lieu, êtes-vous d'accord ?

Absolument. Tous ont commis des erreurs, moi aussi. Je pense que la

dernière opportunité a été perdue quand il n'a pas été possible de concrétiser une plate-forme d'unité que je me suis efforcé d'établir entre le COPCON et les Neuf, spécifiquement avec Melo Antunes, celui que je considère comme le militaire ayant les meilleures structures politiques et pour lequel nos attentions se tournaient. L'accord était fait, c'était une plate-forme du gouvernement Fabiao, qui incluait depuis le début, au niveau des autarcies locales, le pouvoir populaire. L'intransigeance et le sectarisme des camarades qui étaient dans ce qu'on appelle la gauche militaire, empêchèrent cet accord. A partir de ce moment, les Neuf furent chaque fois plus un instrument pour la droite. Je pense que toute la gauche a commis d'immenses erreurs, la plus grande partie de celles-ci sont dues au manque d'expérience qui permettait, facilitait la «manipulation partidaira» de beaucoup de camarades des forces armées.

Cette manipulation, parfois directe, d'autre fois indirecte, ne fut pas faite seulement par la gauche. Il est lamentable que les partis qui veulent construire le socialisme au Portugal n'aient pas su ni désirer s'unir, l'impossibilité de cette unité de la gauche a ouvert le chemin à la droite.

(Nous publierons demain la fin de cet interview)

(recueilli par Inter-Pressa Service)



«Soldats, toujours aux côtés du peuple» : une époque passée au Portugal.

le discours de Ford : UN AVEU DE FAIBLESSE

Dans la nuit de lundi à mardi, Ford a commis le traditionnel discours que le président des USA prononce en début de chaque année pour fixer les orientations de la politique US.

«L'état de l'Union est meilleur, et sur bien des points bien meilleur que l'an dernier, mais pas encore assez bon». Bien meilleur ? Sans doute parce que la victoire des peuples indochinois a sorti les États Unis du «bourbier vietnamien» ! Ce factice optimisme de commande cache mal les difficultés des États Unis à affirmer leur politique dans le monde.

Tel est l'état de l'Union, un an après la défaite en Indochine ; une grande puissance en recul qui veut affirmer encore ses ambitions sur le monde, alors qu'elle s'empêtre dans des problèmes intérieurs.

ESPAGNE : MANIFESTATION INTERDITE

Hier soir à 20 H, devait se tenir une manifestation convoquée par toutes les forces d'opposition devant la maison du premier ministre espagnol. Cette manifestation de soutien aux luttes en cours était interdite. La police avait affirmé qu'elle empêcherait sa tenue par tous les moyens.

LA RÉPRESSION :

En Espagne, la vague de luttes continue de plus belle et la répression s'abat de plus en plus lourdement : d'une part, les militants accusés d'appartenir au comité de coordination de la grève de Madrid sont passés devant le tribunal d'ordre public ; il s'agit de Francisco Esteban (président provincial des Taxis), de F. Gonzalez Adrada de Tudor et président des Métalos de Guadalajara, Antonio Guijarro de Tafesa (Villaverde), Blanche Mangrano, licenciée de Standard, Lorenzo Cuervo d'Aviaco, M. Carmen Fraile de Cor-

tefiel (textile). D'autres sont encore détenus dans les locaux de la DGS (direction générale de la sûreté). D'autre part, 55 personnes ont été arrêtées alors qu'elles célébraient un anniversaire : il s'agissait d'avocats spécialisés dans le droit du travail, d'économistes, de journalistes et d'architectes. Dans les deux cas, la riposte a été immédiate : manifestation de ces catégories professionnelles qui a été dissoute et matraquée par les flics ; ils sont accusés d'appartenir à des «groupes subversifs».

A MADRID :

• Les manifestations deviennent quotidiennes dans les quartiers populaires de Madrid : c'est le cas à Getafe encore lundi, et la police a établi des contrôles et demandé l'identité, comme si c'était chose normale : c'est un véritable état de siège. C'est aussi le cas à Villaverde, Carabanchel (1 000 mani-

festants), à Orcasitas où 5 à 6 000 personnes ont manifesté pour l'amnistie et pour des logements décentés ; les bâtiments, construits par le syndicat officiel se dégradent : il y a des crevasses, des rats, etc. Dans le quartier Pozo «del tio Raimundo», plusieurs assemblées populaires et des manifestations se sont tenues. A Madrid, dimanche une manifestation d'ouvriers, étudiants, voisins, professions libérales de 2 000 personnes est partie d'une église où les manifestants s'étaient d'abord rassemblés.

• Dans les usines : les travailleurs du bâtiment ont repris le travail après avoir obtenu une augmentation de salaire, sauf plusieurs secteurs qui demandent le paiement des jours de grève et la libération des camarades détenus.

Dans la métallurgie, les usines lock-outées ont rouvert leurs portes lundi (Isodel, Uralita, et Metal

Mazda) ; mais à Metal Mazda, les travailleurs ne reprennent pas le boulot et 1 000 travailleurs se constituent en assemblée permanente.

Dans toutes les usines Standard (ITT) d'Espagne, les négociations ont été rompues et le lock-out continue.

Chez Chrysler, dimanche, 11 000 travailleurs assemblés avaient décidé de ne pas reprendre avant d'avoir obtenu la réintégration des licenciés et la libération des détenus. Lundi 1 500 d'entre eux manifestent devant le Tribunal d'ordre public. Mardi, la direction décide de lock-outer 10 000 travailleurs et les menace de sanctions.

A Madrid, les luttes continuent dans les banques, la télévision, les wagons-lits et chez les enseignants.

Le chiffre du personnel de la fonction publique réquisitionné dans les postes, les chemins de fer et

le métro s'élève à plus de 120 000.

• Dans le reste de l'Espagne, les mouvements tendent à prendre de l'ampleur à Valence où il y a eu une grève générale de 70 000 ouvriers du bâtiment et où 25 000 personnes ont manifesté dans le centre pendant 2 heures en demandant l'amnistie.

La lutte progresse également en Catalogne où plus de 60 entreprises sont paralysées par la grève de la Fecsa et où le mouvement gagne la métallurgie (SEAT), le textile dans le bas Llobregat.

Dans les Asturies, plus de 7 000 mineurs sont en grève (bassin du Turon et du Caudal) ; à Bilbao, les chantiers navals sont en grève totale. Des mouvements ont eu lieu également à Saragosse et à Algeciras (Campsa et Acerinox où la grève était totale lundi).